



mercredi 22 février 2017

Les grands titres:

- L'ONU lance un cri d'alarme sur le risque de famine dans trois pays d'Afrique et au Yémen
- Syrie : l'ONU plaide de nouveau pour un accès humanitaire sans entrave
- De nombreux défis menacent l'avenir de la sécurité alimentaire mondiale, selon la FAO
- Le chef de l'ONU propose de créer un Bureau chargé de la lutte contre le terrorisme
- Des responsables de l'ONU dénoncent les menaces de transfert d'une communauté palestinienne par Israël
- Le Nigéria a besoin de 1 milliard de dollars pour aider des millions de personnes dans le nord-est, selon l'ONU
- Au moins 65.000 enfants libérés par des forces armées et des groupes armés ces dix dernières années, selon l'UNICEF
- Haïti : le Japon octroie plus de 2,5 millions de dollars à l'UNICEF pour lutter contre le choléra
- Partenaire clef de l'ONU, l'OSCE expose ses priorités devant le Conseil de sécurité

L'ONU lance un cri d'alarme sur le risque de famine dans trois pays d'Afrique et au Yémen



femme et son enfant dans un camp de déplacés en Somalie. Photo UNICEF/Rich

22 février - Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, et plusieurs autres hauts responsables des Nations Unies ont lancé mercredi un cri d'alarme sur le risque de famine qui menace le Soudan du Sud, la Somalie, le Yémen et le nord-est du Nigéria.

« La famine est déjà une réalité dans certaines parties du Soudan du Sud. À moins d'agir maintenant, ce n'est qu'une question de temps pour qu'elle affecte d'autres régions et d'autres pays », a déclaré M. Guterres lors d'une conférence de presse conjointe à New York avec l'Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Helen Clark, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, Stephen O'Brien, la Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM), Ertharin Cousin (par visioconférence), la Directrice du bureau de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à New York, Carla Mucavi, et le Directeur exécutif adjoint du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Justin Forsyth.

« Nous sommes confrontés à une tragédie. Nous devons éviter qu'elle ne se transforme en catastrophe. Cela peut être évité si



la communauté internationale prend des mesures décisives », a ajouté le chef de l'ONU.

Selon l'ONU, plus de 20 millions de personnes dans les pays cités sont menacés par la famine ou par un risque crédible de famine au cours des six prochains mois.

Au Soudan du Sud, près de 5 millions de personnes manquent de de nourriture et la famine a déjà été déclarée dans deux comtés. Dans le nord-est du Nigéria, environ 5,1 millions de personnes sont confrontées à de graves pénuries alimentaires. En Somalie, les prix des denrées alimentaires augmentent, les animaux meurent et près d'un million d'enfants de moins de 5 ans souffriront de malnutrition aiguë cette année. Le Yémen est confronté à la plus grande crise alimentaire dans le monde, avec environ 7,3 millions de personnes ayant besoin d'aide maintenant.

M. Guterres a rappelé que les agences onusiennes sont en train d'intensifier leurs opérations dans ces pays. « Nous intensifions également la coopération entre les agences humanitaires et de développement, y compris la Banque mondiale », a-t-il ajouté. « Sauver des vies est la priorité, mais nous cherchons également à renforcer la résilience aux chocs sur le long terme ».

Selon lui, l'obstacle le plus important est le financement. « Les opérations humanitaires dans ces quatre pays nécessitent plus de 5,6 milliards de dollars cette année. Nous avons besoin d'au moins 4,4 milliards de dollars d'ici la fin du mois de mars pour éviter une catastrophe. Malgré quelques promesses généreuses, seulement 90 millions de dollars ont effectivement été reçus à ce jour. Nous sommes au début de l'année, mais ces chiffres sont très inquiétants », a déclaré le chef de l'ONU.

Ces problèmes de financement ont déjà forcé le PAM à réduire les rations au Yémen de plus de moitié depuis l'an dernier.

« J'exhorte tous les membres de la communauté internationale à intensifier et à faire tout ce qui est en leur pouvoir, qu'il s'agisse de mobiliser le soutien, d'exercer des pressions politiques sur les parties en conflit ou de financer des opérations humanitaires », a déclaré M. Guterres, qui a également demandé aux parties en conflit de respecter le droit international humanitaire et permettre aux travailleurs humanitaires d'avoir accès aux personnes dans le besoin.

Syrie : l'ONU plaide de nouveau pour un accès humanitaire sans entrave



Des femmes et des enfants syriens déplacés de l'est d'Alep dans un abri dans la zone industrielle d'Al-Mahaliij. Photo HCR (archives)

22 février - Trois ans jour pour jour après l'adoption d'une résolution dans laquelle le Conseil de sécurité demandait à toutes les parties en Syrie de « lever immédiatement le siège des zones peuplées », le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, Stephen O'Brien, a déploré mercredi devant les 15 une situation toujours plus difficile.

M. O'Brien a de nouveau plaidé pour un accès sans entrave aux populations assiégées et a appelé les parties à garantir la sécurité des travailleurs humanitaires, sachant que l'ONU et ses partenaires sont en mesure de fournir une assistance à 300.000 personnes dans les régions assiégées et difficiles d'accès.

Le Secrétaire général adjoint a dénoncé, à ce sujet, une attaque et un détournement ayant visé plusieurs camions remplis de fournitures humanitaires, se disant « choqué » par le mépris flagrant de la protection des travailleurs humanitaires et des biens humanitaires.

« J'exhorte à nouveau tous les États membres ayant une influence à faire en sorte qu'un taux d'exécution nul ou proche de zéro ne se reproduise pas dans les semaines et les mois à venir, que ce soit en raison de contraintes administratives, sécuritaires ou opérationnelles », a dit M. O'Brien, demandant notamment des procédures d'approbation simplifiées et des autorisations délivrées en temps opportun.

Il a aussi averti des risques de catastrophe humanitaire si le barrage de Tabqah sur l'Euphrate cédait en raison des combats. Cette installation stratégique fournit environ 14 milliards de mètres cubes d'eau potable et d'irrigation et produit environ 2,5 milliards de kW d'électricité par an.

Le mois prochain marquera un sombre anniversaire : six années de guerre qui ont détruit un pays, a rappelé M O'Brien. Il y a actuellement 13,5 millions de personnes en attente d'une aide humanitaire urgente. Près de 85% de la population vit dans la pauvreté, dont plus des deux tiers dans la pauvreté extrême. En outre, 12,8 millions de Syriens ont besoin d'une aide en matière de santé et plus de 7 millions souffrent d'insécurité alimentaire.

Sur le plan de la sécurité, le Secrétaire général adjoint s'est inquiété des attaques continuelles visant des civils et des infrastructures civiles. Il a exprimé ses craintes de voir la situation dans cette région devenir encore plus tendue si les opérations militaires s'intensifient.

S'agissant des villes assiégées d'Al-Zabadani, d'Al-Fu'ah, de Kafraya et de Madaya, M. O'Brien a décrit une situation catastrophique, avec plus de 64.000 civils souffrant de violence et de privation. Cette situation est aggravée par le fait que l'accès humanitaire dépend de négociations minutieuses. Il a souhaité que les membres du Conseil de sécurité et ceux du nouveau Groupe mixte réussissent à débloquer cette impasse.

Soulignant l'importance d'un véritable engagement politique en faveur de la paix, le Secrétaire général adjoint a rappelé qu'il n'y a pas de solution humanitaire ou militaire au conflit syrien. « Les yeux du monde entier sont tournés vers Genève », a-t-il conclu.

Ce mercredi, l'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura a indiqué ne pas s'attendre à une « percée immédiate » à l'issue des pourparlers inter-syriens qui doivent reprendre jeudi dans la ville suisse.

Lors d'une conférence de presse au Palais des Nations, M. de Mistura a toutefois précisé attendre des différentes parties un « élan positif » en vue de trouver un accord.

De nombreux défis menacent l'avenir de la sécurité alimentaire mondiale, selon la FAO



Des agriculteurs dans le village de Bheri Ganga, dans le district de Surkhet, au Népal. Photo FIDA/Sanjit Das/Panos

22 février - Les pressions sur les ressources naturelles, de plus en plus intenses, les inégalités qui continuent de se creuser et les répercussions négatives du changement climatique compromettent la capacité de l'homme à se nourrir par lui-même à l'avenir, selon un nouveau rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) publié mercredi.

Selon ce rapport intitulé « [L'Avenir de l'alimentation et l'agriculture : Tendances et défis](#) », bien que des progrès majeurs aient été réalisés en matière de réduction des souffrances liées à la faim à travers le monde ces 30 dernières années, le fait d'augmenter la production alimentaire et la croissance économique a de lourdes répercussions sur l'environnement naturel. Presque la moitié des forêts ont maintenant disparu, les sources en eau souterraines s'amenuisent rapidement et la biodiversité a été particulièrement affectée.

D'ici à 2050, l'humanité comptera vraisemblablement près de 10 milliards de personnes. Dans l'hypothèse d'une croissance économique modérée, cette hausse de la population aura pour effet d'augmenter la demande mondiale en produits agricoles de 50% par rapport au niveau actuel, accentuant ainsi les pressions sur les ressources naturelles déjà limitées.

Au même moment, de plus en plus de personnes mangeront de moins en moins de céréales mais de plus en plus de viande, de fruits, de légumes et d'aliments transformés, une situation qui s'explique par une transition alimentaire mondiale qui viendra également peser de tout son poids sur les ressources naturelles, en entraînant davantage de déforestation, de dégradation des terres et d'émissions de gaz à effet de serre.

La question principale soulevée aujourd'hui par la publication de la FAO est de savoir si oui ou non, à l'avenir, l'agriculture et les systèmes alimentaires dans le monde sont capables de répondre aux besoins d'une population mondiale croissante, et ce, de manière durable.

De nouveaux efforts nécessaires

La réponse est : oui. Les systèmes alimentaires de notre planète sont en mesure de produire assez de nourriture de manière durable, mais exploiter au mieux ce potentiel et s'assurer que toute l'humanité en profite nécessitera des "transformations majeures".

Le rapport indique que si des efforts ne sont pas entrepris pour investir dans les systèmes alimentaires et les réorganiser, beaucoup trop de personnes souffriront de la faim en 2030, soit l'année limite fixée par les nouveaux Objectifs de développement durable (ODD) pour éradiquer l'insécurité alimentaire chronique et la malnutrition.

« Sans de nouveaux efforts visant à promouvoir le développement des populations pauvres, à réduire les inégalités et à protéger les personnes vulnérables, plus de 600 millions de personnes seront toujours sous-alimentées en 2030 », révèle le document.

En fait, le taux actuel de progression ne serait même pas suffisant pour éradiquer la faim d'ici à 2050.

Compte tenu du peu de possibilités pour développer l'utilisation de la terre et des ressources en eau dans le secteur agricole, les augmentations de production nécessaires devront principalement être générées par une amélioration de la productivité et par une utilisation efficace des ressources.

Néanmoins, il existe des signes inquiétants faisant état d'une croissance stable pour les rendements des principales cultures. Le rapport note que depuis les années 1990, les augmentations moyennes enregistrées pour les rendements de maïs, de riz et de blé dépassent tout juste les 1%.

Selon la FAO, des transformations majeures dans les systèmes agricoles, les économies rurales et la gestion des ressources naturelles seront nécessaires si l'on veut répondre aux nombreux défis et exploiter pleinement le potentiel de l'alimentation et de l'agriculture en vue d'assurer un avenir radieux à tout le monde sur cette planète.

Selon le rapport, « des coûts élevés, des systèmes d'élevage nécessitant de nombreuses ressources (et entraînant d'importantes déforestations), des pénuries d'eau, un épuisement des sols et des émissions de gaz à effet de serre ne peuvent pas contribuer à créer une production alimentaire et agricole durable ».

Le monde devra se réorienter vers des systèmes alimentaires plus durables qui utiliseront de manière plus efficace la terre, l'eau et les autres intrants, tout en ayant moins recours aux combustibles fossiles. Selon le rapport, il s'agira notamment d'investir davantage dans l'agriculture, les systèmes agroalimentaires, la recherche et le développement en vue de promouvoir l'innovation, d'augmenter la production de manière durable et de trouver de meilleurs moyens pouvant faire face à de multiples problèmes, tels que les pénuries d'eau et le changement climatique.

Le chef de l'ONU propose de créer un Bureau chargé de la lutte contre le terrorisme



Secrétaire général de l'ONU, António Guterres. Photo: ONU/Manuel Elias (archive)

22 février - Lors d'une réunion mercredi avec l'Assemblée générale des Nations Unies, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a proposé de créer un Bureau chargé de la lutte contre le terrorisme avec à sa tête un Secrétaire général adjoint.

Ce Bureau comprendrait l'actuel Bureau de l'Equipe spéciale de lutte contre le terrorisme (CTITF) et le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme (UNCCT) qui se trouvent au Département des affaires politiques.

Ces changements ne concerneraient pas l'actuel Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (CTED), mandaté par le Conseil de sécurité, et qui ne serait pas supervisé par le nouveau Bureau chargé de la lutte contre le terrorisme.

« Le seul objectif est d'améliorer l'efficacité et non pas de modifier les différents mandats dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. Le CTED continuera de fournir des analyses et des rapports au Conseil de sécurité », a souligné M. Guterres.

Les cinq principales fonctions du nouveau Bureau et du nouveau Secrétaire général adjoint seraient : de prendre la tête des mandats de lutte contre le terrorisme à travers le système des Nations Unies ; de renforcer la coordination et la cohérence entre les 38 entités du CTITF afin d'assurer une mise en œuvre équilibrée des quatre piliers de la Stratégie antiterroriste de l'ONU ; d'accroître l'assistance apportée par les Nations Unies au renforcement des capacités de lutte contre le terrorisme des États membres ; d'améliorer la visibilité, le plaidoyer et la mobilisation de ressources pour les efforts de lutte contre le terrorisme des Nations Unies ; et de veiller à ce que la lutte contre le terrorisme soit prioritaire dans l'ensemble du système des Nations Unies.

« Cette proposition de créer un nouveau Bureau pour la lutte contre le terrorisme ne porte pas atteinte à la souveraineté nationale des États membres. Toutes les activités du nouveau Bureau se feraient en appui et à la demande des États membres, qui ont la responsabilité première de mettre en œuvre la Stratégie mondiale de lutte contre le terrorisme des Nations Unies », a insisté le chef de l'ONU.

« Ce nouveau Bureau ne consiste pas à interférer ou à intervenir. Notre objectif est de construire un nouveau partenariat avec les États membres pour lutter contre la menace transnationale du terrorisme », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général a précisé que son rapport sur ce sujet était prévu d'ici mai et qu'il comptait le publier dès que possible.

Des responsables de l'ONU dénoncent les menaces de transfert d'une communauté palestinienne par Israël



Bédouins de la "zone C" en Cisjordanie.
Photo UNRWA/Alaa Ghosheh (archives)

Des « Khan al Ahmar est l'une des communautés les plus vulnérables en Cisjordanie, luttant pour survivre face à la pression intense des autorités israéliennes pour qu'elle déménage vers un site de réinstallation planifié », a déclaré M. Piper qui a rendu visite à cette communauté mercredi avec M. Anderson. « Ceci est inacceptable et il doit cesser ».

22 février - Le Coordonnateur humanitaire pour le territoire palestinien occupé, Robert Piper, et le Directeur des opérations de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) en Cisjordanie, Scott Anderson, ont dénoncé les menaces de transfert visant la communauté bédouine palestinienne de Khan al Ahmar dans la « zone C », près de Jérusalem-Est.

Les 15 et 19 février, des responsables israéliens ont distribué des dizaines d'ordres de démolition et de cessation de travaux concernant presque toutes les structures (environ 140 au total) dans un des sites de la communauté (Abu Al-Helu). L'exécution de ces ordres aurait un impact direct sur les maisons et les moyens de subsistance de plus de 140 réfugiés palestiniens, dont plus de la moitié d'entre eux sont des enfants.

Comme ailleurs en Cisjordanie, les récents ordres ont été pris au motif que les structures ne disposent pas de permis de construction délivrés par Israël, permis qui sont largement impossibles à obtenir dans la plupart de la « zone C » en Cisjordanie, en raison du régime discriminatoire de planification et de zonage imposé par Israël.

« La communauté internationale doit s'efforcer de fournir une assistance et une protection aux communautés vulnérables et insister pour que le droit international soit respecté », a dit M. Piper.

Les Nations Unies ont déclaré à plusieurs reprises qu'imposer une « réinstallation » sans consentement libre et éclairé équivaut à un transfert forcé et à une expulsion, en violation des obligations d'Israël en tant que puissance occupante en vertu du droit international.

Khan al Ahmar est l'une des 46 communautés dans le centre de la Cisjordanie que l'ONU considère comme étant sous la menace d'un transfert forcé en raison du programme israélien de déménagement vers l'un des trois sites de « réinstallation ».

Le Nigéria a besoin de 1 milliard de dollars pour aider des millions de personnes dans le nord-est, selon l'ONU



Un enfant souffrant de malnutrition sévère reçoit un traitement dans une clinique à Banki, au nord-est du Nigeria. L'eau, le sucre et les suppléments alimentaires qu'il reçoit doivent augmenter son poids corporel. Photo: OCHA / O.Fagan

22 février - Les organisations humanitaires qui opèrent dans le nord-est du Nigéria ont besoin de plus de 1 milliard de dollars de la part des bailleurs de fonds pour financer l'assistance apportée à des millions de personnes victimes de la violence liée à Boko Haram, a déclaré mercredi le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

« Si les ressources n'arrivent pas à temps, un enfant sur cinq souffrant de malnutrition aiguë peut mourir », a dit le Coordinateur humanitaire adjoint pour le Nigéria, Peter Lundberg, dans un communiqué de presse publié par OCHA.

« Un enfant atteint de malnutrition aiguë sévère a neuf fois moins de chance de survivre qu'un enfant correctement nourri », a-t-il ajouté.

Selon OCHA, le conflit qui dure depuis huit ans a eu pour conséquence que 8,5 millions de personnes ont besoin d'une assistance humanitaire dans les Etats les plus touchés, dans le nord-est du Nigéria. Au cours des prochains mois, environ 5,1 millions de personnes seront confrontées à une grave insécurité alimentaire dans la région, où environ 1,8 million de personnes ont été déplacées et des millions de personnes sont exposées à la violence et aux abus.

« L'aide alimentaire à elle seule coûtera 1 million de dollars par jour pour éviter la famine dans une région où 450.000 enfants de moins de cinq ans souffriront de malnutrition aiguë sévère cette année », a déclaré M. Lundberg. « Un soutien financier soutenu et durable est nécessaire pour assurer l'intensification des opérations qui est nécessaire dans le nord-est du Nigéria ».

Lors d'une récente visite dans l'Etat de Borno, dans la perspective de la Conférence humanitaire sur la région du Nigéria et du lac Tchad, le 24 février, des représentants de 12 pays bailleurs de fonds et d'agences ont loué l'intensification des opérations humanitaires dans le nord-est et ont souligné le besoin de davantage de financement.

« Nous sommes reconnaissants envers nos bailleurs de fonds qui nous ont permis d'accroître les opérations. Nous sommes impatients de recevoir les ressources nécessaires pour mettre en œuvre le Plan d'action humanitaire de 2017 pour le Nigéria », a déclaré M. Lundberg.

Au moins 65.000 enfants libérés par des forces armées et des groupes armés ces dix dernières années, selon l'UNICEF



Paradoxe ne connaît pas son âge mais dit qu'il veut devenir un soldat « parce qu'ils ont tué mon frère ». Photo: Vincent Tremeau

22 février - Au moins 65.000 enfants ont été libérés par des forces armées et des groupes armés au cours des dix dernières années, s'est félicité le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), alors que les 'Engagements de Paris' pour mettre fin à l'utilisation des enfants dans les conflits célèbrent leur 10e anniversaire.

Une conférence ministérielle internationale sur la protection des enfants dans les conflits armés a été organisée mardi à Paris pour examiner les moyens de poursuivre sur cette dynamique, avec pour objectif notamment d'appeler à la libération sans condition de tous les enfants sans exception, et de mettre fin au recrutement des enfants; de demander des ressources accrues pour aider à réintégrer et éduquer les enfants qui ont été libérés; et de prendre des mesures urgentes pour protéger les enfants déplacés, les enfants réfugiés et les migrants.

« Il y a dix ans, le monde a pris un engagement envers les enfants de la guerre et a pris des mesures qui ont permis à 65.000

enfants de vivre une vie meilleure », a déclaré le Directeur exécutif de l'UNICEF, Anthony Lake, dans un communiqué de presse. « Mais la réunion d'aujourd'hui ne consiste pas seulement à regarder ce qui a été accompli, mais à voir ce qui reste à faire pour soutenir les enfants de la guerre ».

Les données exactes sur le nombre d'enfants utilisés et recrutés dans les conflits armés sont difficiles à confirmer en raison de la nature illégale du recrutement d'enfants. Cependant, l'UNICEF estime que des dizaines de milliers de garçons et de filles de moins de 18 ans sont utilisés dans des conflits mondiaux.

Ainsi, depuis 2013, on estime que 17.000 enfants ont été recrutés au Soudan du Sud et 10.000 en République centrafricaine.

Au Nigéria et dans les pays voisins, les données vérifiées par l'ONU et ses partenaires indiquent que près de 2.000 enfants ont été recrutés par Boko Haram rien qu'en 2016.

Au Yémen, les Nations Unies ont documenté près de 1.500 cas de recrutement d'enfants depuis le regain du conflit en mars 2015.

Le nombre de pays qui ont approuvé les 'Engagements de Paris' a presque doublé en 10 ans, passant de 58 pays en 2007 à 105 actuellement, ce qui témoigne d'un engagement croissant à l'échelle mondiale pour mettre fin à l'utilisation des enfants dans les conflits.

Les estimations montrent que sur les 65.000 enfants qui ont été libérés au cours des 10 dernières années, plus de 20.000 l'ont été en République démocratique du Congo, près de 9.000 en République centrafricaine et plus de 1.600 enfants au Tchad.

Haïti : le Japon octroie plus de 2,5 millions de dollars à l'UNICEF pour lutter contre le choléra



L'Ambassadeur du Japon en Haïti, Yoshiaki Hatta (à gauche), et Marc Vincent, Représentant de l'UNICEF en Haïti. Photo: MINUSTAH/Pierre Cote

22 février - Le gouvernement du Japon a accordé mardi un don de 2.6 millions de dollars au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour lui permettre de combattre le choléra en Haïti.

Ce don du Japon appuiera directement le 'Projet de renforcement de la prévention et de la réponse au choléra' dont le principal objectif est de contribuer à réduire la morbidité et la mortalité liées au choléra en Haïti en 2017 et 2018.

Les activités financées par ce don s'étendront à travers tout le pays avec un accent mis sur les départements du Centre, du Nord, de l'Ouest, de la Grand 'Anse, du Sud, et de l'Artibonite. Elles seront menées de concert avec la Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement (DINEPA), le Ministère de la santé publique et de la population (MSPP) et les ONG partenaires.

La contribution japonaise permettra notamment de renforcer la coordination et la surveillance épidémiologique au niveau national et d'appuyer les enquêtes en temps opportun. Elle appuiera également le déploiement d'équipe de réponse rapide, la gestion adéquate des cas de choléra ainsi qu'une amélioration et augmentation de la sensibilisation aux problèmes d'hygiène liés au choléra.

Le Représentant de l'UNICEF en Haïti, Marc Vincent, a salué cette généreuse contribution insistant sur l'importance qu'elle aura dans la lutte contre le choléra.

AUDIO: Marc Vincent, Représentant de l'UNICEF en Haïti *Credit: MINUSTAH/Pierre Cote*

« Avec ce don du peuple japonais nous allons renforcer les axes de la lutte contre le choléra en vue de protéger la population haïtienne, particulièrement les enfants. Le Japon est un partenaire de premier plan et nous le remercions pour son appui

continu », a-t-il dit.

L'éradication du choléra passe par un effort de la communauté internationale

L'Ambassadeur du Japon en Haïti, Yoshiaki Hatta, a expliqué que cette coopération a été décidée suite au constat de la détérioration de la situation sanitaire et de l'hygiène marquée par une résurgence des cas de choléra favorisées par des saisons de pluviieuses ou des catastrophes naturelles.

Considérant que ce défi doit être traité en collaboration avec le gouvernement haïtien et la communauté internationale, le Japon a exprimé son appréciation de collaborer avec l'UNICEF en raison de son expérience dans ce domaine tout en appelant toutes les parties prenantes à renforcer leur collaboration en faveur de la lutte contre le choléra.

Un Fonds d'affectation spéciale a été mis en place pour permettre aux États Membres, aux autres partenaires et aux particuliers (y compris le personnel des Nations Unies) de contribuer aux efforts de lutte contre le choléra en Haïti. À ce jour, ce fonds a reçu des financements en provenance de la Corée du Sud, de la France, du Chili, de l'Inde et du Liechtenstein.

Par ailleurs, le Canada a versé une contribution parallèle de 4.6 millions de dollars pour appuyer la réponse des Nations Unies face au choléra. Une partie de l'aide canadienne est destinée au travail mené par l'UNICEF et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS).

Avec plus de 41.000 cas de choléra présumés signalés à travers le pays en 2016, l'épidémie de choléra en Haïti demeure la plus importante dans les Amériques.

Partenaire clef de l'ONU, l'OSCE expose ses priorités devant le Conseil de sécurité



Conseil de sécurité de l'ONU. Photo ONU/Rick Bajornas

22 février - Le Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Sebastian Kurz, a indiqué mercredi devant le Conseil de sécurité que les priorités de son organisation seraient de désamorcer les conflits dans sa zone, de lutter contre l'extrémisme violent et de restaurer la confiance entre ses membres, celle-ci étant « la tâche la plus ardue ».

En écho à la [séance du Conseil de mardi consacrée aux conflits en Europe](#), les orateurs ont abondamment discuté de la situation en Ukraine, certains d'entre eux demandant un renforcement de la Mission spéciale d'observation de l'OSCE dans ce pays.

Au début de son intervention, M. Kurz, par ailleurs Ministre des affaires étrangères de l'Autriche, a expliqué que son pays, qui assume en 2017 la Présidence tournante de l'OSCE, était tout désigné pour ramener la confiance entre les États membres de l'OSCE. « L'Autriche est en effet un pays neutre qui a toujours servi de pont entre l'Est et l'Ouest », a-t-il expliqué. Il a annoncé le lancement d'un dialogue structuré sur les actuels et futurs risques sécuritaires que l'OSCE doit relever.

Au titre de la lutte contre l'extrémisme violent, le Président a annoncé la création d'une plateforme en appui des efforts des États dans ce domaine. « Afin de mieux comprendre les dynamiques de radicalisation, mon Représentant spécial est chargé d'examiner les meilleures pratiques et de formuler des recommandations », a continué le Président.

Enfin, M. Kurz a insisté sur l'engagement de l'OSCE en vue de désamorcer les conflits, en particulier en Ukraine. Le Président a demandé la pleine mise en œuvre des Accords de Minsk, ainsi qu'un appui accru à la Mission d'observation spéciale de l'OSCE déployée dans ce pays. « Afin de l'aider à s'acquitter de son mandat, l'OSCE veut en effet augmenter le nombre d'observateurs sur le terrain, améliorer l'équipement technique de surveillance et étendre les heures d'opération le long de la ligne de contact », a déclaré M. Kurz.

L'OSCE: partenaire important des Nations Unies

La majorité des membres du Conseil ont appuyé les priorités énoncées par M. Kurz et appelé à un renforcement de la coopération entre l'ONU et l'OSCE, laquelle, avec ses 57 États participants, est l'organisation de sécurité collective la plus importante au monde.

La coopération entre les deux organisations vient de franchir un nouveau cap avec l'établissement d'un bureau de liaison de l'ONU à Vienne, où l'OSCE dispose de son siège.